



École
nationale
des
chartes



Et



L'ÉTAT ET LES ARTS (1791-1848)

APPEL À COMMUNICATION

Date de dépôt des candidatures : 5 octobre 2025

Date de l'évènement : 5 décembre 2025

Atelier

Localisation de l'atelier : 65 rue de Richelieu, 75002 Paris.

PROGRAMME

Porté par l'École des chartes et le Centre national des arts plastiques (Cnap), le programme de recherche *Histoire de la collection sans mur de l'État (1791-1848)* consiste à reconstituer rétrospectivement l'inventaire des achats et des commandes effectuées par l'administration des beaux-arts entre 1791 et 1848. Le Cnap est le successeur direct de l'administration des Beaux-Arts créée pendant la révolution de 1789, et l'héritier du patrimoine constitué durant les deux siècles qui ont suivi. Aucun registre répertoriant ces achats n'existe cependant pour la période antérieure à 1859 : ce recensement a donc nécessité un dépouillement minutieux des fonds d'archives de l'administration et de ces ministères de tutelle, ainsi que de certains fonds complémentaires pour recenser de façon la plus complète possible cette liste d'œuvres.

Le catalogue ainsi constitué comprend plus de 5 000 œuvres, dont une partie est encore absente des inventaires de la collection du Cnap. Ce corpus inédit est composé à la fois de peintures, de sculptures mais aussi de gravures et de médailles. Il rend compte de l'ampleur du soutien de l'État à la création contemporaine dans la première moitié du XIX^e siècle. Plus encore, il témoigne de la diversité des critères et raisons qui président à l'achat ou à la commande d'une part, et à la mise en dépôt d'autre part : au-delà du choix des sujets, coexistent notamment des logiques localistes, où les commandes sont accordées à des artistes natifs de la région et/ou représentant des sujets locaux, et des ambitions à l'inverse centralisatrices.

Ce catalogue permet aussi d'identifier plusieurs types d'artistes bénéficiaires de la commande publique : des prestataires occasionnels, recevant une ou deux commandes dans leur carrière, et d'autres, plus spécialisés et récurrents, qui semblent bénéficier d'un soutien systématique de l'État. Ces derniers pourraient être rapprochés d'une forme de fonctionnarisation de l'artiste, ou d'un « corps officieux » d'artistes d'État. Cette typologie invite alors à revisiter l'hypothèse bien connue selon laquelle l'École des beaux-arts, le prix de Rome et l'institution académique dans son ensemble avaient pour ambition de former les futurs artistes officiels de l'État. Au contraire, il apparaît aussi que d'autres types de parcours et de profils, parfois marginaux ou dissidents (comme les femmes artistes ou les copistes), émergent parmi les prestataires privilégiés.

Enfin, ce catalogue offre évidemment la matière pour interroger le goût officiel, en rendant compte de la répartition entre médiums, genres picturaux et thèmes

Membre du campus Condorcet

65, rue de Richelieu
F-75002 Paris
T +33 (0)1 55 42 21 65
rh@chartes.psl.eu
www.chartes.psl.eu

préférés par l'État. Il permet ainsi d'analyser finement les logiques d'acquisition et la faveur accordée à certains types de production artistique, qui pourraient alors être mises au regard des changements de régimes politiques qui rythment la première moitié du XIX^e siècle. Les copies – largement représentées parmi les commandes étatiques – offrent aussi une entrée féconde, plus iconographique, dans cette histoire du goût officiel : quelles sont les œuvres copiées ? Quels maîtres sont valorisés par ces commandes ? Une telle analyse permettrait alors de dessiner les contours d'un canon d'État au début du XIX^e siècle, en identifiant les œuvres, les styles et les références esthétiques tenus pour légitimes par les institutions.

Dans le cadre de ce programme, l'équipe de recherche organise un atelier sous forme de datathon destiné à familiariser les chercheuses et chercheurs avec un catalogue de données inédites. Cet atelier sera l'occasion :

- d'explorer les potentialités de ce corpus, tant pour l'histoire de l'art que pour les humanités numériques ;
- d'esquisser des pistes de recherche en vue d'une journée d'étude au printemps 2026.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Les participant·e·s sont invité·e·s à se munir d'un ordinateur portable avec connexion Wi-Fi.
- L'atelier est ouvert aux étudiant·e·s à partir du niveau Master (Histoire de l'art, Histoire, Humanités numériques, Archives et Patrimoine).
- Le nombre de places est limité à 20.
- Les frais de transport pour les participant·e·s ne venant pas de régions parisiennes pourront être pris en charges.

CANDIDATURE

Les inscriptions sont à envoyer accompagnées d'un CV et d'une lettre de motivation avant le 5 octobre 2025 : claire.dupin.de.beyssat@chartes.psl.eu